

Enertime

Exercice clos le 31 décembre 2017

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG Audit



Enertime

Exercice clos le 31 décembre 2017

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de la société Enertime,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Enertime relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note 2.4. « Principe de continuité de l'exploitation » de l'annexe sur les comptes annuels concernant la situation financière de la société au 31 décembre 2017, ainsi que les mesures envisagées permettant à la société de couvrir ses besoins de trésorerie.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les « Principes, règles et méthodes comptables » de l'annexe relatifs à la reconnaissance du chiffre d'affaires, des subventions et des frais de recherche et développement sont décrits dans les notes 4.1 « Chiffres d'affaires », 4.2 « Subventions d'exploitation » et 4.12 « Frais de recherche et développement » de l'annexe. Dans le cadre de notre appréciation des règles et des principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et les informations fournies en annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

■ Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

■ Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 30 avril 2018

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit



Cédric Garcia



Rapport financier annuel

Exercice 2017

ENERTIME SA

1, rue du Moulin des Bruyères
92 400 Courbevoie



MAGELLAN

Société d'Expertise Comptable & de Commissariat aux
Comptes 63, avenue de Villiers – 75017 PARIS
Tél. 33(1)40.64.57.57 – Fax. 33(1) 40.64.57.50

SARL au Capital de 1 000 000 € - Siège Social : 63, avenue de Villiers -
75017 PARIS - RCS PARIS B 378 839 146
N°TVA intra-Communautaire : FR72 378839146
N° SIRET : 378 839 146 00032 - NAF : 741C



| | | |
|-------------|--|-----------|
| 1. | Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats | 4 |
| 1.1. | Compte de résultat | 4 |
| 1.2. | Bilan | 5 |
| 1.3. | Tableaux de variations des capitaux propres | 6 |
| 1.4. | Tableaux de flux de trésorerie | 6 |
| 2. | Bases de préparation des comptes annuels et principes comptables | 8 |
| 2.1. | Règles et méthodes comptables | 8 |
| 2.2. | Principes et conventions générales | 8 |
| 2.3. | Permanence des méthodes | 8 |
| 2.4. | Principe de continuité de l'exploitation | 8 |
| 2.5. | Jugements et estimations de la direction de la société | 8 |
| 2.6. | Monnaie de présentation des comptes | 9 |
| 3. | Evénements significatifs et informations pour donner une image fidèle | 10 |
| 3.1. | Evénements significatifs de l'exercice 2017 | 10 |
| 3.2. | Evénements postérieurs à la clôture | 11 |
| 4. | Principales méthodes comptables de la société | 12 |
| 4.1. | Chiffre d'affaires | 12 |
| 4.2. | Subventions d'exploitation | 12 |
| 4.3. | Immobilisations incorporelles | 12 |
| 4.4. | Immobilisations corporelles | 12 |
| 4.5. | Immobilisations financières | 13 |
| 4.6. | Dépréciation des actifs immobilisés | 13 |
| 4.6.1. | <i>Dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles</i> | 13 |
| 4.6.2. | <i>Dépréciation des immobilisations financières</i> | 13 |
| 4.7. | Stocks | 13 |
| 4.8. | Opérations en devises | 13 |
| 4.9. | Provisions pour risques et charges | 13 |
| 4.10. | Engagements de retraite | 14 |
| 4.11. | Crédit d'Impôt et Compétitivité et Emploi (CICE) | 14 |
| 4.12. | Frais de recherche et développement | 14 |
| 4.13. | Actions propres | 15 |
| 4.14. | Résultat exceptionnel | 15 |
| 4.15. | Résultat par action | 15 |
| 5. | Notes sur les comptes annuels au 31 décembre 2017 | 15 |
| 5.1. | Chiffre d'affaires | 15 |
| 5.2. | Production immobilisée | 15 |
| 5.3. | Subventions d'exploitation | 15 |
| 5.4. | Autres produits d'exploitation | 15 |
| 5.5. | Autres achats et charges externes | 16 |
| 5.6. | Impôts, taxes et versements assimilés | 16 |
| 5.7. | Charges de personnel | 16 |
| 5.8. | Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions | 16 |
| 5.9. | Résultat financier | 17 |
| 5.10. | Résultat exceptionnel | 17 |
| 5.11. | Impôt sur les bénéfices - accroissement et allègement de la dette future d'impôt | 17 |
| 5.12. | Immobilisations incorporelles | 18 |
| 5.13. | Immobilisations corporelles | 18 |
| 5.14. | Immobilisations financières | 19 |



| | | |
|---------|---|----|
| 5.15. | Stocks et en-cours | 19 |
| 5.16. | Avances et acomptes versés sur commandes | 19 |
| 5.17. | Clients et comptes rattachés | 20 |
| 5.18. | Autres créances | 20 |
| 5.19. | Trésorerie et équivalents de trésorerie | 20 |
| 5.20. | Charges constatées d'avance | 20 |
| 5.21. | Produits à recevoir | 21 |
| 5.22. | Capital social | 21 |
| 5.23. | Capital potentiel | 21 |
| 5.24. | Autres fonds propres | 23 |
| 5.25. | Emprunts et dettes financières | 23 |
| 5.26. | Fournisseurs et comptes rattachés | 24 |
| 5.27. | Dettes fiscales et sociales | 24 |
| 5.28. | Autres dettes | 24 |
| 5.29. | Produits constatés d'avance | 25 |
| 5.30. | Charges à payer | 25 |
| 5.31. | Engagements hors bilan | 25 |
| 5.31.1. | <i>Engagements financiers</i> | 25 |
| 5.31.2. | <i>Sûretés réelles</i> | 25 |
| 5.31.3. | <i>Engagements en matière de location immobilière</i> | 25 |
| 5.31.4. | <i>Engagement de retraite</i> | 26 |
| 5.32. | Honoraires de commissariat aux comptes | 26 |
| 5.33. | Rémunérations allouées aux membres des organes d'administration et de direction | 26 |



1. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats

1.1. Compte de résultat

| En euros | Notes | 31/12/2017 | 31/12/2016 |
|--|-------|--------------------|--------------------|
| Chiffre d'affaires | 5.1 | 4 216 403 | 4 053 056 |
| Production immobilisée | 5.2 | 629 236 | 47 656 |
| Subventions d'exploitation | 5.3 | 509 586 | 586 749 |
| Autres produits d'exploitation | 5.4 | 71 466 | 61 643 |
| Produits d'exploitation | | 5 426 691 | 4 749 103 |
| Achats de marchandises et de matières premières | | (2 832 818) | (3 510 005) |
| Variation de stocks de marchandises et de matières premières | 5.15 | 141 027 | (51 973) |
| Autres achats et charges externes | 5.5 | (1 868 208) | (1 544 584) |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 5.6 | (54 812) | (49 342) |
| Salaires et traitements | 5.7 | (1 855 653) | (1 689 249) |
| Charges sociales | 5.7 | (706 312) | (671 652) |
| Dotations aux amortissements et provisions | 5.8 | (387 544) | (168 709) |
| Autres charges | | (8 027) | (1 163) |
| Charges d'exploitation | | (7 572 346) | (7 686 678) |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | (2 145 656) | (2 937 575) |
| Produits financiers | 5.9 | 8 161 | 4 663 |
| Charges financières | 5.9 | (18 011) | (67 324) |
| RESULTAT FINANCIER | | (9 851) | (62 661) |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOT | | (2 155 506) | (3 000 236) |
| Produits exceptionnels | 5.10 | 7 000 | 27 000 |
| Charges exceptionnelles | 5.10 | (110 943) | (3 131) |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | | (103 943) | 23 869 |
| Impôt sur les bénéfices | 5.11 | 392 341 | 343 209 |
| Correction d'erreurs | | - | - |
| RESULTAT NET DE LA PERIODE | | (1 867 109) | (2 633 158) |
| Résultat de base par action | | (0,58) | (1,54) |


1.2. Bilan

| En euros | Notes | | | 31/12/2017 | 31/12/2016 |
|--|-------|------------------|--------------------|------------------|------------------|
| | | Brut | Amort/Prov | Net | Net |
| Immobilisations incorporelles | 5.12 | 807 192 | (78 834) | 728 358 | 124 085 |
| Immobilisations corporelles | 5.13 | 2 308 299 | (1 567 886) | 740 413 | 790 873 |
| Immobilisations financières | 5.14 | 146 371 | | 146 371 | 185 675 |
| TOTAL ACTIF IMMOBILISE | | 3 261 863 | (1 646 720) | 1 615 142 | 1 100 633 |
| Stocks et en-cours | 5.15 | 191 100 | - | 191 100 | 50 073 |
| Avances et acomptes versés sur commandes | 5.16 | 195 495 | | 195 495 | 118 691 |
| Clients et comptes rattachés | 5.17 | 2 369 479 | (71 667) | 2 297 812 | 1 387 411 |
| Autres créances | 5.18 | 773 246 | (12 647) | 760 599 | 1 068 077 |
| Valeurs mobilières de placement | 5.19 | - | - | - | 272 |
| Disponibilités | 5.19 | 1 198 163 | | 1 198 163 | 774 876 |
| Charges constatées d'avance | 5.20 | 200 477 | | 200 477 | 217 088 |
| TOTAL ACTIF CIRCULANT | | 4 927 961 | (84 314) | 4 843 647 | 3 616 489 |
| Frais d'émission d'emprunt à étaler | | 18 077 | | 18 077 | - |
| TOTAL ACTIF | | 8 207 901 | (1 731 034) | 6 476 867 | 4 717 122 |

| En euros | Notes | | | 31/12/2017 | 31/12/2016 |
|--|-------|--|--|------------------|------------------|
| | | | | | |
| Capital social | 5.22 | | | 320 160 | 200 906 |
| Primes d'émission | | | | 2 988 133 | 7 002 922 |
| Primes de conversion d'obligations | | | | 672 262 | 672 262 |
| Réserve légale | | | | 4 960 | 4 960 |
| Autres réserves | | | | 2 559 | 2 559 |
| Report à nouveau | | | | - | (4 203 210) |
| Résultat net de l'exercice | | | | (1 867 109) | (2 633 158) |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES | | | | 2 120 966 | 1 047 243 |
| Avances remboursables | 5.24 | | | 562 977 | 818 737 |
| Emprunts obligataires convertibles | | | | 460 600 | - |
| TOTAL AUTRES FONDS PROPRES | | | | 1 023 577 | 818 737 |
| Provisions pour risques et charges | 5.8 | | | 172 995 | 33 823 |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 5.25 | | | 398 126 | 558 181 |
| Découverts bancaires et soldes créditeurs de banques | | | | 200 000 | - |
| Emprunts et dettes financières divers | 5.25 | | | 11 000 | 11 000 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 5.26 | | | 800 288 | 1 420 671 |
| Dettes fiscales et sociales | 5.27 | | | 505 606 | 380 597 |
| Autres dettes | 5.28 | | | 29 157 | 69 835 |
| Produits constatés d'avance | 5.29 | | | 1 215 150 | 377 036 |
| TOTAL DETTES | | | | 3 332 324 | 2 851 143 |
| Ecarts de conversion passif | | | | - | - |
| TOTAL PASSIF | | | | 6 476 867 | 4 717 122 |



1.3. Tableaux de variations des capitaux propres

| En euros | Capital social | Prime d'émission | Prime conversion d'obligations | Réserves légales | Autres réserves | Report à nouveau | Résultat de l'exercice | Total |
|---------------------------------------|----------------|------------------|--------------------------------|------------------|-----------------|--------------------|------------------------|------------------|
| Capitaux propres au 31.12.2016 | 200 906 | 7 002 922 | 672 262 | 4 960 | 2 559 | (4 203 210) | (2 633 158) | 1 047 243 |
| Augmentation de capital (1) | 119 254 | 2 986 930 | | | | | | 3 106 183 |
| Affectation de résultat | | | | | | (2 633 158) | 2 633 158 | - |
| Autres variations (2) | | (7 001 719) | | | | 6 836 368 | | (165 351) |
| Résultat net de l'exercice | | | | | | | (1 867 109) | (1 867 109) |
| Capitaux propres au 31.12.2017 | 320 160 | 2 988 133 | 672 262 | 4 960 | 2 559 | 0 | (1 867 109) | 2 120 966 |

(1) Augmentation de capital :

- Création de 495 364 actions dans le cadre de l'émission des ODIRNANE.
- AG du 26/10/2017 : réalisation de l'augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription décidée par le Président Directeur Général sur délégation du Conseil par émission de 288 698 actions ordinaires
- AG du 15/12/2017 : réalisation de l'augmentation de capital par voie d'offre au public, avec suppression du droit préférentiel de souscription décidée par le Président Directeur Général par émission de 408 469 actions ordinaires

(2) Autres variations

- Affectation du report à nouveau sur la prime d'émission pour 6 836 367,85 €, d'après PV d'AG du 09/06/2017.
- Imputation du coût de l'augmentation de capital sur prime d'émission pour un total de 165 350,85 €.

1.4. Tableaux de flux de trésorerie

| En euros | 31/12/2017 | 31/12/2016 |
|--|--------------------|--------------------|
| Résultat net de la période | (1 867 109) | (2 633 158) |
| <u>Elimination des charges et des produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité</u> | | |
| Dotations aux amortissements et provisions (1) | 282 358 | 137 699 |
| Plus-values de cession nettes d'impôt | - | - |
| Flux de financement | 45 273 | - |
| Marge brute d'auto-financement | (1 539 478) | (2 495 459) |
| <u>Variation du besoin en fonds de roulement</u> | | |
| Variation des stocks (Paragraphe 5.15) | 141 027 | 51 973 |
| Variation des créances | 663 116 | (1 661 751) |
| Variation des dettes | (301 615) | 654 603 |
| Variation du besoin en fonds de roulement | 502 529 | (955 174) |
| FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE | (1 036 949) | (3 450 633) |
| <u>Acquisitions d'immobilisations</u> | | |
| Immobilisations incorporelles | (3 000) | (137 422) |
| Immobilisations corporelles | (102 931) | (194 136) |
| Immobilisations financières | (946) | (115 072) |
| Dépôts à vue, valeurs mobilières de placement nantis | - | 274 467 |
| <u>Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt</u> | | |
| Immobilisations incorporelles | - | - |
| Immobilisations corporelles | - | - |
| Immobilisations financières | 12 988 | 563 |
| FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT | (93 888) | (171 600) |
| Augmentations de capital en numéraire (2) | 1 536 440 | 4 110 616 |
| Imputation des frais d'augmentation de capital sur la prime d'émission | (194 071) | (831 610) |
| Dettes destinées à être incorporées au capital (paragraphe 5.27) | 460 600 | - |
| Souscriptions d'emprunts | 200 000 | 434 378 |
| Remboursements d'emprunts | (160 022) | (155 224) |
| Charges financières décaissées | (18 011) | - |
| Variation de BFR lié au financement | (255 760) | - |
| FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT | 1 569 176 | 3 558 160 |
| VARIATION DE TRESORERIE | 438 338 | (64 073) |
| Trésorerie d'ouverture | 559 825 | 623 898 |
| Trésorerie de clôture | 998 163 | 559 825 |



(1) Les dotations aux amortissements et dotations, reprises sur provisions (hors actif circulant) se composent comme suit:

- dotation aux amortissements pour un montant de 143 186 €, dont 27 964 € de dotation sur immobilisations incorporelles et 115 222 € de dotation sur immobilisations corporelles.
- dotation aux provisions pour 174 120 € : correspond principalement à une provision pour perte à terminaison sur les contrats à long terme pour 22 720 €, à une dotation pour provision sur pénalités de retard sur deux contrats pour un total de 151 400 €.
- reprise sur provision pour perte à terminaison pour 34 947 €.

(2) Augmentation du capital en numéraire :

- D'après PV d'AG du 26/10/2017, augmentation en valeur de 658 231 € (dont prime d'émission)
- D'après PV d'AG du 15/12/2017, augmentation en valeur de 878 208 € (dont prime d'émission)

(3) Trésorerie en fin de période :

| | 31/12/2017 | 31/12/2016 |
|---|---------------------|----------------|
| Valeurs mobilières de placement | | 273 |
| | <i>dont nanties</i> | |
| Disponibilités | 1 198 163 | 774 876 |
| | <i>dont nanties</i> | -215 324 |
| Découverts et concours bancaires | -200 000 | |
| Trésorerie du tableau des flux de trésorerie | 998 163 | 559 825 |



2. Bases de préparation des comptes annuels et principes comptables

ENERTIME est une société industrielle qui propose des solutions énergétiques innovantes fondées sur la thermodynamique destinées à l'efficacité énergétique et à la production de chaleur et d'électricité à partir de ressources renouvelables.

ENERTIME conçoit, développe et met en œuvre des modules à Cycle Organique de Rankine (ORC) pour la production d'électricité renouvelable ou sans CO₂ à partir de chaleur. ENERTIME développe également des pompes à chaleur (PAC) haute température ainsi que des turbomachines spéciales.

2.1. Règles et méthodes comptables

(Code de commerce – Art. R 123-196 1° et 2° ; PCG Art.831-1/1)

2.2. Principes et conventions générales

Les comptes des exercices présentés ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général 2014.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du Code de commerce, du décret comptable du 29 novembre 1983, ainsi que du règlement ANC 2016-07 relatif à la réécriture du Plan Comptable Général.

2.3. Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues sont identiques pour l'ensemble des exercices présentés.

2.4. Principe de continuité de l'exploitation

Le principe comptable de continuité de l'exploitation est défini selon l'article L123-20 du Code de commerce.

Le principe de continuité d'exploitation a été retenu compte tenu des éléments suivants :

Enertime a un carnet de commandes au 1er Janvier 2018, hors contrat de licence, qui représente 3,7 M€ de chiffre d'affaires. Ce chiffre d'affaires est à reconnaître essentiellement en 2018 et est constitué essentiellement de 2 projets :

- Un ORC de 1,2 MW pour le SYCTOM et l'incinérateur de Saint-Ouen avec une mise en service de l'ORC programmée pour janvier 2019 ;
- Une Pompe à Chaleur de 3,7 MWth pour la société Veolia et l'incinérateur de la Ville du Mans avec une mise en service prévue au second semestre 2018.

Par conséquent, la continuité d'exploitation est assurée pour les 12 prochains mois.

2.5. Jugements et estimations de la direction de la société

La préparation des états financiers nécessite de la part de la Direction l'exercice du jugement, l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui ont un impact sur les montants d'actifs et de passifs, ainsi que sur les éléments de résultat de la période. Ces estimations tiennent compte de données économiques susceptibles de variations dans le temps et comportent des aléas.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances actuelles et envisagées ainsi que du contexte économique. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenus directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.



Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. Les principales estimations concernent :

- La durée de vie des immobilisations,
- Le pourcentage d'avancement des projets,
- Le résultat à terminaison des contrats long terme,
- Le Crédit Impôt Recherche,
- Le Crédit Impôt Innovation.

2.6. Monnaie de présentation des comptes

Les états financiers et l'annexe sont présentés en euro.



3. Evénements significatifs et informations pour donner une image fidèle

3.1. Evénements significatifs de l'exercice 2017

3.1.1. Deux augmentations de capital en numéraire au cours de l'exercice 1,5 M€

Le conseil d'administration a décidé en date du 26 octobre 2017 une augmentation de capital par l'émission de 288 698 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,10 € au prix unitaire de 2,28 €, soit un montant total 658 231 € dont une prime d'émission d'un montant de 629 362 €. Cette augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription est décidée par le Président Directeur Général, sur délégation du conseil. Elle est réalisée par voie de placement privé.

Le conseil d'administration a décidé en date du 15 décembre 2017 une augmentation de capital par l'émission de 408 469 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,10 € au prix unitaire de 2,15 €, soit un montant total de 878 208 € dont une prime d'émission de 837 361 €. Cette augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription est décidée par le Président Directeur Général, sur délégation du conseil. Elle est réalisée par offre au public avec un délai de priorité des actionnaires existants.

3.1.2. Exercice des ODIRNANES

En date du 24 mars 2017, la société a annoncé l'émission d'une première tranche d'Obligations à Durée Indéterminée à option de Remboursement en Numéraire et/ou en Actions Nouvelles et/ou Existantes (« ODIRNANE ») assorties des Bons de Souscription d'Actions (« BSA ») pour un montant nominal de 750.000 euros au profit du fonds d'investissement YA II PN, Ltd. Les ODIRNANE de cette première tranche sont assorties de 55.999 BSA ayant un prix d'exercice de 9,75 euros. Cette première tranche s'inscrit dans le cadre d'un financement global pouvant atteindre 3.000.000 euros de valeur nominale, hors exercice des BSA, divisé en 11 tranches. En cas de tirage de toutes les tranches et en cas d'exercice de l'ensemble des BSA, l'apport de fonds propres pourrait être porté à un total de 5.100.000 euros, dont 3.000.000 euros provenant du remboursement des ODIRNANE en actions nouvelles Enertime et 2.100.000 euros provenant de l'exercice des BSA attachés aux ODIRNANE. (cf Communiqué de Presse du 24 mars 2017).

Ayant reçu lors de l'AGE du 9 juin 2017 les délégations nécessaires, la société a annoncé le 13 juin 2017

- L'émission de 2.250 bons d'émission d'ODIRNANE assorties de Bons de Souscription d'Actions (« BSA »), au profit du fonds d'investissement YA II PN, Ltd.
- La demande de tirage de la deuxième tranche de 450 ODIRNANE, pour un montant total brut de 450.000 euros. Les ODIRNANE de cette deuxième tranche sont assorties de 39.092 BSA ayant un prix d'exercice de 8,38 €.

(cf Communiqué de Presse de la société du 13 juin 2017)

A fin juin 2017, la société avait converti (à la demande de YA II PN, Ltd), 510 ODIRNANE, et créé ainsi 78.140 actions nouvelles de 0,10 € de nominal, entraînant une augmentation de capital de 480.577 €.

Ayant reçu lors de l'AGE du 9 juin 2017 les délégations nécessaires, la société a annoncé le 21 août 2017 :

- La demande de tirage de la troisième tranche de 200 ODIRNANE, pour un montant total brut de 200.000 euros. Les ODIRNANE de cette troisième tranche sont assorties de 25.146 BSA ayant un prix d'exercice de 5,79 €.

(cf Communiqué de Presse de la société du 21 août 2017)

Le 09 octobre 2017, la société avait converti (à la demande de YA II PN, Ltd), toutes les tranches d'ODIRNANE émises à date, soit 1.400 et créé ainsi 426.306 actions nouvelles de 0,10 € de nominal.

- A la demande de YA II PN, Ltd, un tirage (4^e tranche) de 600 ODIRNANE, pour un montant total brut de 600.000 euros a été fait le 13 octobre 2017. Les ODIRNANE de cette quatrième tranche sont assorties de 133.169 BSA ayant un prix d'exercice de 3,28 €.

(cf Communiqué de Presse de la société du 16 octobre 2017)

Dorénavant, seul ENERTIME a le droit de tirer de nouvelles tranches (la capacité contractuelle de Yorkville Advisors d'exercer des Bons d'Emission à sa discrétion est limitée aux deux premiers millions d'euros d'engagement global, montant atteint avec cette 4^e tranche).



- Le 9 novembre 2017, la société a converti (à la demande de YA II PN, Ltd) 154 ODIRNANE, et crée ainsi 69.058 actions nouvelles de 0,10 € de nominal entraînant une augmentation de capital de 6.905,80 €.
- A la clôture il reste ainsi 470 ODIRNANE à convertir, soit potentiellement 210.760 actions nouvelles à créer (cf 5.23 Capital potentiel).

(cf Communiqué de Presse de la société du 26 octobre 2017)

3.1.3. Activité et stratégie

- La société s'est engagée dans une transition de son business model, vers la vente de technologie à haute valeur ajoutée, visant des contrats plus rapidement générateurs de résultats et moins consommateurs de capitaux. Ce plan stratégique est accompagné par un plan d'optimisation de son fonctionnement dont la mise en œuvre sera effective fin 2017

(cf communiqué de Presse de la société du 9 octobre 2017)

3.2. Evénements postérieurs à la clôture

- Enertime annonce la signature d'un nouveau contrat d'accompagnement technique avec la société Gaz Transport & Technigaz (FR0011726835 - GTT). Société d'ingénierie développant des systèmes de confinement pour le transport par voie maritime et le stockage en conditions cryogéniques de gaz liquéfiés. Ce contrat fait suite à une première collaboration signée en Juillet 2017.

(cf Communiqué de Presse de la société du 13 février 2018)

- Enertime et Vergnet annoncent la signature d'un accord de partenariat stratégique destiné à exploiter les synergies existantes entre les deux sociétés et améliorer leur performance en particulier à l'international. Cela s'inscrit dans la stratégie commerciale d'Enertime qui se soutient tant en France qu'à l'international.

(cf Communiqué de Presse de la société du 23 mars 2018)



4. Principales méthodes comptables de la société

4.1. Chiffre d'affaires

La société comptabilise ses contrats de vente au moyen de la méthode de l'avancement, en constatant les produits au fur et à mesure de la progression de l'exécution d'un contrat, évaluée sur la base des coûts engagés.

Cette méthode repose sur :

- L'identification du montant total des produits du contrat,
- L'identification du montant total des coûts imputables au contrat (encourus et restant à encourir),
- Les états de gestion permettant de valider le pourcentage d'avancement.

Le chiffre d'affaires est ainsi comptabilisé à hauteur du pourcentage d'avancement qui est déterminé par le rapport entre les coûts engagés et le total des coûts estimés au contrat.

Les charges financières n'ont pas été retenues dans le calcul du pourcentage d'avancement ni dans les coûts imputables au contrat.

Lorsque le résultat à terminaison ne peut être estimé de façon fiable, aucun profit n'est dégagé et les produits dégagés à l'avancement sont comptabilisés dans la limite des coûts correspondants.

Lorsque le résultat estimé à terminaison fait ressortir une perte, cette dernière fait l'objet de la constitution d'une provision pour perte à terminaison.

4.2. Subventions d'exploitation

Les subventions reçues sont enregistrées dès que la créance correspondante devient certaine, compte tenu des conditions posées à l'octroi de la subvention.

Les subventions d'exploitation sont enregistrées en produits d'exploitation en tenant compte, le cas échéant, du rythme des dépenses correspondantes de manière à respecter le principe de rattachement des charges aux produits.

4.3. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles correspondent à des logiciels acquis par l'entreprise ainsi qu'aux frais de développement activés à partir du 31.12.2017 (cf 4.12 Frais de recherches et développement).

Les logiciels sont amortis de manière linéaire entre un et cinq ans selon leur durée d'utilité prévue.

Les frais de développement sont amortis de manière linéaire sur cinq ans.

4.4. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production et amorties selon les durées moyennes suivantes :

| | |
|--------------------------------|------------------------|
| Matériels industriels | 3 à 12 ans en linéaire |
| Agencements et installations | 5 à 10 ans en linéaire |
| Matériel et mobilier de bureau | 3 à 5 ans en linéaire |
| Matériel informatique | 3 ans en linéaire |



4.5. Immobilisations financières

Les immobilisations financières figurent au bilan à leur coût d'acquisition et sont, si nécessaire, dépréciées pour tenir compte de leur valeur d'inventaire à la date de clôture.

4.6. Dépréciation des actifs immobilisés

4.6.1. Dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles

Lorsqu'il existe un quelconque indice démontrant que la valeur des immobilisations corporelles ou incorporelles est susceptible d'être remise en cause à la clôture, un test de dépréciation est effectué.

La valeur nette comptable de l'actif immobilisé est alors comparée à sa valeur actuelle et une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette comptable.

La valeur actuelle est la valeur la plus élevée entre la valeur vénale et la valeur d'usage. Cette dernière est calculée par une approche multicritères, notamment en fonction des flux nets de trésorerie attendus de ces actifs.

4.6.2. Dépréciation des immobilisations financières

Les immobilisations financières sont évaluées à la valeur d'inventaire. Cette valeur d'inventaire correspond à la valeur d'utilité pour les titres de participation, la valeur de marché pour les titres immobilisés de l'activité de portefeuille, au cours moyen du dernier mois de l'exercice pour les autres titres immobilisés cotés et à la valeur probable de négociation pour les autres titres immobilisés non cotés.

La valeur comptable de l'immobilisation financière est alors comparée à la valeur d'inventaire et une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nette comptable.

Pour les autres immobilisations financières, une dépréciation est comptabilisée en cas de perte probable de recouvrabilité.

4.7. Stocks

Les stocks sont exclusivement constitués de matières consommables et sont évalués au coût d'acquisition.

Des dépréciations sont comptabilisées lorsque la valeur recouvrable est inférieure au coût d'acquisition.

4.8. Opérations en devises

Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les écarts de conversion qui en résultent sont comptabilisés en écart de conversion actif et passif.

4.9. Provisions pour risques et charges

Des provisions sont constatées lorsque, à la date de clôture, il existe une obligation de la société à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé dont le règlement devrait se traduire par une sortie de ressources.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Elle peut également découler de pratiques de la société ou d'engagements publics ayant créé une attente légitime de tiers concernés par le fait que la société assumera certaines responsabilités.

L'estimation du montant figurant en provision correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que la société doit supporter pour éteindre son obligation. Si aucune évaluation fiable ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée.



4.10. Engagements de retraite

L'évaluation des engagements de retraite est effectuée, par la méthode actuarielle préférentielle, telle que recommandée par l'ANC n°2013-02.

Les engagements de retraite ne sont pas comptabilisés dans les comptes de la société, mais sont mentionnés dans les engagements hors bilan de l'annexe aux comptes annuels. Le montant correspond à la valeur actualisée des engagements, diminuée de la juste valeur des actifs du régime.

Les critères qui ont été retenus par la société sont les suivants :

Paramètres économiques :

- Revalorisation annuelle des salaires de 2 %
- Taux d'actualisation retenu de 1,31 % au 31 décembre 2016 et de 1,30 % au 31 décembre 2017
- Taux de turn-over : 5 %
- Table de mortalité : INSEE 2017

Paramètres sociaux :

- Départ volontaire à 60-67 ans,
- Taux de charges sociales moyen de 45 %.

4.11. Crédit d'Impôt et Compétitivité et Emploi (CICE)

Le CICE est comptabilisé en diminution des charges de personnel, au crédit d'un sous-compte 64.

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises, à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés, de transition écologique et énergétique et de reconstitution de leur fonds de roulement (art. 244 quater C du CGI).

Le CICE 2017 de 63 006 € (dont 5 436 € lié à une régularisation du CICE 2016) a permis la reconstitution du fonds de roulement.

4.12. Frais de recherche et développement

Les coûts de développement peuvent être comptabilisés à l'actif :

- s'ils se rapportent à des projets nettement individualisés
- ayant de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale.

Au cours de l'exercice écoulé, la société a engagé des dépenses de développement à hauteur de 629 236 €. Ces frais de développement répondent aux conditions d'activation de l'article 212-3 du plan comptable général (PCG) qui sont les suivantes :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;
- la capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables ;
- la disponibilité de ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ;
- la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Ces frais ont été activés en date du 31.12.2017 et sont essentiellement composés de dépenses de personnel liés au temps passé sur les différents projets.



4.13. Actions propres

La société détient 8 735 actions propres (0,27% du capital social) à travers le compte de liquidité détaillé au paragraphe 5.14.

4.14. Résultat exceptionnel

Les produits et les charges qui, par leur nature, leur occurrence, ou leur caractère significatif, ne relèvent pas des activités courantes du groupe, sont comptabilisés en résultat exceptionnel.

4.15. Résultat par action

Il est obtenu en divisant le résultat par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation à la fin de la période.

5. Notes sur les comptes annuels au 31 décembre 2017

5.1. Chiffre d'affaires

| En euros | 31/12/2017 | 31/12/2016 |
|---------------------------|------------------|------------------|
| Ventes de Biens France | 2 077 820 | 1 510 395 |
| Ventes de Biens Export | 1 996 183 | 2 464 661 |
| Etudes France | 74 000 | 40 000 |
| Etudes Export | 68 400 | 38 000 |
| Chiffre d'affaires | 4 216 403 | 4 053 056 |

| En euros | 31/12/2017 | 31/12/2016 |
|---------------------------|------------------|------------------|
| France | 2 151 820 | 1 550 395 |
| Autres pays d'Europe | 2 001 751 | 203 643 |
| Asie | 62 832 | 2 299 018 |
| Chiffre d'affaires | 4 216 403 | 4 053 056 |

5.2. Production immobilisée

La production immobilisée sur l'exercice est de 629 236 €, celle-ci correspond à la contrepartie de l'activation des frais de développement.

5.3. Subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation s'élèvent à 509 586 € sur l'exercice 2017, contre 586 158 € sur l'exercice 2016. Elles découlent, pour les 2 derniers exercices, des aides accordées par les organismes publics pour les projets de recherche que mène ENERTIME tels que BPI France ou l'ADEME. Généralement, ces projets sont sur plusieurs exercices.

5.4. Autres produits d'exploitation

| En euros | 31/12/2017 | 31/12/2016 |
|---|---------------|---------------|
| Produits divers de gestion non inclus en chiffre d'affaires | 44 400 | 29 600 |
| Reprise de provision pour perte à terminaison | 20 872 | 31 010 |
| Transferts de charge d'exploitation | 1 000 | 1 000 |
| Autres produits | 5 194 | 33 |
| Autres produits d'exploitation | 71 466 | 61 643 |



5.5. Autres achats et charges externes

| En euros | 31/12/2017 | 31/12/2016 |
|--|------------------|------------------|
| Rémunérations d'intermédiaires et honoraires | 427 523 | 394 143 |
| Locations | 326 691 | 332 254 |
| Achats de matériels non stockés | 635 928 | 417 543 |
| Transport de biens et déplacements | 275 212 | 211 298 |
| Publicité, relations publiques, marketing | 44 635 | 46 419 |
| Services bancaires | 40 475 | 25 283 |
| Divers | 117 744 | 116 494 |
| Autres achats et charges externes | 1 868 208 | 1 543 434 |

5.6. Impôts, taxes et versements assimilés

Le total des impôts et taxes est de 54 812 € dont 34 054 € au titre des taxes assises sur les salaires.

5.7. Charges de personnel

Les charges de personnel se décomposent comme suit :

| En euros | 31/12/2017 | 31/12/2016 |
|-----------------------------|------------------|------------------|
| Salaires et traitements | 1 855 653 | 1 689 249 |
| Charges sociales | 706 312 | 671 652 |
| Charges de personnel | 2 561 965 | 2 360 901 |

Le montant du Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE) est comptabilisé en moins des charges de personnel. Il s'élève à 63 006 € (dont 5 436 € lié à une régularisation du CICE 2016) pour l'exercice 2017 et à 58 890 € pour l'exercice 2016. L'actif correspondant est présenté au bilan dans les autres créances.

L'évolution des effectifs est la suivante :

| En unités | 31/12/2017 | 31/12/2016 |
|-------------------------|------------|------------|
| Cadres | 26 | 30 |
| Non Cadres | 11 | 10 |
| Effectifs | 37 | 40 |
| Apprentis et stagiaires | 4 | 6 |

Au 31 décembre 2017, l'effectif de l'entreprise s'élève à 37 personnes dont 4 apprentis, contre 40 personnes au 31 décembre 2016 ainsi que 2 stagiaires et 4 apprentis.

Les effectifs en équivalents temps plein sont de 37 personnes en 2017, contre 33 en 2016.

5.8. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

| En euros | 31/12/2017 | 31/12/2016 |
|---|----------------|----------------|
| Dotations aux amortissements | 143 186 | 134 886 |
| Dotations aux provisions | 244 358 | 33 823 |
| Dotations aux amortissements et provisions | 387 544 | 168 709 |



Les dotations aux amortissements sont ventilées comme suit :

| En euros | 31/12/2017 | 31/12/2016 |
|-------------------------------------|----------------|----------------|
| Immobilisations incorporelles | 27 964 | 13 348 |
| Immobilisations corporelles | 115 222 | 121 538 |
| Dotations aux amortissements | 143 186 | 134 886 |

La dotation aux provisions correspond principalement à :

- Provision pour risque (174 120 €) : correspond essentiellement à une provision pour perte à terminaison sur les contrats à long terme pour 22 720 €, à une dotation pour provision sur pénalités de retard sur deux contrats pour un total de 151 400 €.

- Provision pour dépréciation des actifs circulants : une provision pour créance douteuse d'un montant de 71 667 €.

5.9. Résultat financier

| En euros | 31/12/2017 | 31/12/2016 |
|--------------------------------------|-----------------|-----------------|
| Gains de change | 161 | 16 |
| Autres produits financiers | - | 267 |
| Reprise sur provisions financières | 8 000 | 4 380 |
| Produits financiers | 8 161 | 4 663 |
| Intérêts des emprunts et des dettes | (8 948) | (9 278) |
| Intérêts dettes commerciales | (142) | - |
| Intérêts des OC et autres dettes | (8 000) | - |
| Intérêts des comptes courants | - | (53 270) |
| Pertes de change | (922) | (126) |
| Charge nette sur cession VMP | - | (4 651) |
| Dotations aux provisions financières | - | - |
| Charges financières | (18 011) | (67 324) |
| Résultat financier | (9 851) | (62 661) |

5.10. Résultat exceptionnel

| En euros | 31/12/2017 | 31/12/2016 |
|--|------------------|----------------|
| Produits exceptionnels | 7 000 | 27 000 |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | (75 682) | (1 313) |
| Charges exceptionnelles sur contrat de liquidité de l'action | (35 261) | (1 817) |
| Charges exceptionnelles | (110 943) | (3 131) |
| Résultat exceptionnel | (103 943) | 23 869 |

Les produits exceptionnels correspondent principalement à une subvention relative à un contrat de revitalisation.

Les charges exceptionnelles sur opérations de gestion se composent principalement de :

- 25 K€ de versement d'une indemnité dans le cadre du litige opposant la société Enertime à la société Aqylon.
- 30 K€ restant correspondent à l'ajustement d'une subvention liée à un projet terminé.

5.11. Impôt sur les bénéfices - accroissement et allègement de la dette future d'impôt

Ce poste comprend l'impôt sur les sociétés ainsi que les produits d'impôt relatifs au crédit impôt recherche et au crédit d'impôt innovation.



| En euros | 31/12/2017 |
|--------------------------------|----------------|
| Crédit d'impôt recherche 2017 | 373 521 |
| Crédit d'impôt innovation 2017 | 18 820 |
| Crédits d'impôt | 392 341 |

Au 31 décembre 2017, la société a un résultat fiscal déficitaire et n'est pas redevable de l'impôt sur les sociétés.

Le montant des déficits fiscaux reportables au 31 décembre 2017 est de 12 261 544 €.

- Nature des différences temporaires : Néant
- Accroissement : Dotation à la provision pour perte à terminaison de 22 720 €, surestimation subvention de 20 601 €, taxe sur les bureaux Ile-de-France pour 7 200 €.
- Allègement : Crédits d'impôts, coût de l'augmentation du capital, reprises non imposables pour un total de 661 082 €.

5.12. Immobilisations incorporelles

| En euros | 31/12/2016 | Acquisitions / Dotations | Transfert de compte à compte | Cessions / Reprises | 31/12/2017 |
|-------------------------------------|-----------------|-----------------------------|------------------------------------|------------------------|-----------------|
| Frais de recherche et développement | | | 629 236 | | 629 236 |
| Logiciels | 174 955 | 3 000 | | | 177 955 |
| Valeurs brutes | 174 955 | 3 000 | 629 236 | - | 807 191 |
| Logiciels | (50 870) | (27 964) | | | (78 834) |
| Amortissements | (50 870) | (27 964) | - | - | (78 834) |
| Valeurs nettes | 124 085 | | | | 728 358 |

5.13. Immobilisations corporelles

| En euros | 31/12/2016 | Acquisitions / | Sorties / | 31/12/2017 |
|--------------------------------------|--------------------|------------------|---------------|--------------------|
| Matériels industriels lourds | 1 863 804 | - | - | 1 863 804 |
| Matériels industriels légers | 81 340 | 97 495 | - | 178 836 |
| Agencements et installations | 153 091 | - | - | 153 091 |
| Matériel et mobilier de bureau | 20 464 | - | - | 20 464 |
| Matériel informatique | 86 669 | 5 435 | - | 92 104 |
| Immobilisations corporelles en cours | - | | | - |
| Immobilisations en cours | 38 169 | | 38 169 | (0) |
| Valeurs brutes | 2 243 538 | 102 930 | 38 169 | 2 308 299 |
| Matériels industriels lourds | (1 363 703) | (60 750) | | (1 424 454) |
| Matériels industriels légers | (4 038) | (17 241) | | (21 279) |
| Agencements et installations | (26 964) | (16 857) | | (43 822) |
| Matériel et mobilier de bureau | (2 976) | (3 701) | | (6 677) |
| Matériel informatique | (54 982) | (16 672) | | (71 655) |
| Amortissements | (1 452 665) | (115 223) | - | (1 567 887) |
| Provisions | - | - | - | - |
| Valeurs nettes | 790 873 | | | 740 413 |

Le matériel industriel est principalement composé d'une machine ORC installée in situ et propriété d'ENERTIME. Elle a été immobilisée car sa vocation était de servir de plateforme pour la recherche associée à cette technologie. Au 1er janvier 2015,



la durée d'amortissement des matériels industriels, fixée initialement à 3 ans, a été revue pour s'établir à 10 ans sur la base de la valeur nette comptable restante au 1er janvier 2015.

5.14. Immobilisations financières

| En euros | 31/12/2016 | Augmentation | Diminution | 31/12/2017 |
|---|----------------|--------------|---------------|----------------|
| Dépôt de garantie location Courbevoie (1) | 96 303 | 946 | - | 97 249 |
| Dépôt de garantie location Lyon | 6 750 | - | - | 6 750 |
| Contrat de liquidité (2) | 73 183 | - | 35 261 | 37 921 |
| Prêt France EcoTech (3) | 8 000 | - | 8 000 | - |
| Cautions diverses | 7 238 | 600 | 3 387 | 4 451 |
| Valeurs brutes | 191 474 | 1 546 | 46 649 | 146 371 |
| Dépréciations | (8 000) | - | 8 000 | - |
| Valeurs nettes | 183 474 | | | 146 371 |

Les immobilisations financières sont constituées de prêts, dépôts et cautionnements et d'un compte de liquidité.

(1) Un montant complémentaire de 946 € a été versé au cours de l'exercice pour le dépôt de garantie des locaux du siège.

(2) Un compte de liquidité a été ouvert en 2016 pour 75 000 €. Les habilitations sur ce compte ont été données à un prestataire de services d'investissement qui intervient pour le compte d'Enertime à l'achat ou à la vente pour favoriser la liquidité des transactions et la régularité des cotations des titres Enertime. Au 31 décembre 2017, ce compte de liquidité est composé d'un compte de 8 735 actions propres Enertime pour 17 732 € et d'un compte espèces pour 20 189 €. Une perte sur transactions à hauteur de 35 261 € a été constatée sur l'exercice en charges financières.

(3) Un prêt avait été consenti sans intérêts par Enertime à l'association France EcoTech. Une dépréciation avait été constituée au cours de l'exercice précédent. Compte tenu de la faible probabilité de remboursement, une perte a été comptabilisée sur le montant intégral du prêt. Une reprise du montant provisionné a été comptabilisée en conséquence.

L'échéance des immobilisations financières est à plus d'un an, excepté pour le dépôt de garantie de Lyon qui sera restitué en 2018.

5.15. Stocks et en-cours

| En euros | 31/12/2017 | 31/12/2016 | Variation |
|---------------------------------|----------------|---------------|-----------|
| Stocks de matières consommables | 64 821 | 50 073 | 14 748 |
| En cours de production | 126 279 | - | 126 279 |
| Valeur nette des stocks | 191 100 | 50 073 | |

Les stocks au 31 décembre 2017 correspondent à des pièces mécaniques et électriques pour 64 821 € ainsi qu'à l'en cours de production lié au projet Rainbow pour un total de 126 279 €.

Les stocks au 31 décembre 2016 correspondaient à des pièces mécaniques et électriques pour 50 073 €.

5.16. Avances et acomptes versés sur commandes

| En euros | 31/12/2017 | 31/12/2016 |
|--|------------|------------|
| Avances et acomptes versés sur commandes | 195 495 | 118 691 |

Au 31 décembre 2017, les avances et acomptes versés aux fournisseurs comprennent, pour 195 495 €, les acomptes à la commande versés aux prestataires sur les travaux à réaliser sur les machines ORC.



5.17. Clients et comptes rattachés

Les créances clients s'élèvent à 2 369 479 € (montant brut).

| En euros | 31/12/2017 | < à 1 an | > 1 an | > à 5 ans |
|--------------------------------|------------------|------------------|---------------|-----------|
| Créances clients brutes | 2 369 479 | 2 283 479 | 86 000 | - |
| Provision pour dépréciation | (71 667) | - | (71 667) | - |
| Créances clients nettes | 2 297 812 | 2 283 479 | 14 333 | - |

Elles sont en partie à échéance inférieure à 1 an et pour 86 000 € (retenue de garantie) supérieure à un an. A noter que cette somme a été isolée dans un compte de client douteux et provisionnée à 100%.

5.18. Autres créances

| En euros | 31/12/2017 | < à 1 an | de 1 à 5 ans | > à 5 ans |
|-------------------------------|----------------|----------------|--------------|-----------|
| Créances sociales et fiscales | 700 973 | 700 973 | - | - |
| Subventions à recevoir | 50 019 | 50 019 | - | - |
| Créances diverses | 9 607 | 9 607 | - | - |
| Autres créances | 760 599 | 760 599 | - | - |

Les créances sociales et fiscales correspondent essentiellement au :

- Crédit d'impôt pour la recherche 2017 pour 373 521 €
- Crédit d'impôt innovation 2017 pour 18 820 €
- Crédit d'impôt compétitivité emploi pour 68 442 €
- Remboursement de TVA demandé de 25 000 €

Une provision pour dépréciation a été comptabilisée sur un produit à recevoir qui concerne le versement d'indemnité journalière de sécurité sociale pour 12 647 €.

5.19. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les comptes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie sont composés de la manière suivante :

| En euros | 31/12/2017 | 31/12/2016 |
|--|----------------|----------------|
| Valeurs mobilières de placement | - | 273 |
| Disponibilités | 998 163 | 774 876 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie bruts | 998 163 | 775 149 |
| Dépréciation | - | (1) |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie nets | 998 162 | 775 148 |

La trésorerie est principalement composée de liquidités pour 998 163 € dont un concours bancaire d'un montant de 200 000 €. Il s'agit d'une ligne de crédit octroyée par la banque pour une durée de 12 mois, jusqu'au 31 décembre 2018.

5.20. Charges constatées d'avance

| En euros | 31/12/2017 | 31/12/2016 |
|---------------------------------------|----------------|----------------|
| Matériel et équipement | 58 439 | 8 845 |
| Charges de loyer et charges locatives | 66 538 | 74 819 |
| Redevances sur logiciels | 75 500 | 104 677 |
| Assurances | - | 20 733 |
| Divers | - | 8 013 |
| Charges constatées d'avance | 200 477 | 217 088 |



L'échéance des charges constatées d'avance est à moins d'un an en dehors des redevances sur logiciels à plus d'un an à hauteur de 31 000 €.

5.21. Produits à recevoir

| En euros | 31/12/2017 | 31/12/2016 |
|----------------------------------|------------------|------------------|
| Factures à établir | 1 126 381 | 587 252 |
| Subventions à recevoir | 50 019 | 293 754 |
| Créances fiscales | - | 402 099 |
| Créances sociales | 12 647 | 6 055 |
| Avoirs à recevoir | - | 4 800 |
| Total produits à recevoir | 1 189 047 | 1 293 959 |

Les factures à établir pour un montant de 1 126 381 € correspondent au chiffre d'affaires reconnu à l'avancement mais non facturé.

5.22. Capital social

Au 31 décembre 2017, le capital social de la société s'élève à 320 159,5 €.

Il est divisé en 3 201 595 actions de 0,10 € de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

| En euros | 31/12/2016 | Créées | Annulées / Remboursées | 31/12/2017 |
|------------------|------------|-----------|---------------------------|------------|
| Nombre d'actions | 2 009 064 | 1 192 531 | | 3 201 595 |

5.23. Capital potentiel

Le tableau ci-dessous détaille le nombre total d'actions susceptibles d'être émises par type d'instrument financier au 31 décembre 2017 :

| Type d'instrument | Date d'émission | Nombre | Parité | Période d'exercice | Prix d'exercice | Nombre d'actions à créer | Dilution individuelle |
|--|-----------------|----------------|--------|---|--------------------|-----------------------------|--------------------------|
| Bon de souscription de parts de créateurs d'entreprise | 29/12/2015 | 50 000 | 1 / 1 | du 1er octobre 2017 au 29 décembre 2020 | 6,41 | 50 000 | 1,54% |
| | 29/12/2015 | 2 000 | 1 / 1 | du 15 juillet 2018 au 29 décembre 2020 | 6,41 | 2 000 | 0,06% |
| | 29/12/2015 | 2 000 | 1 / 1 | du 1er septembre 2018 au 29 décembre 2020 | 6,41 | 2 000 | 0,06% |
| | 31/12/2015 | 141 955 | 1 / 1 | du 1er octobre 2017 au 31 décembre 2020 | 6,41 | 141 955 | 4,25% |
| | | 195 955 | | | | 195 955 | 5,77% |
| Obligation à durée indéterminée à option de remboursement en numéraire et/ou en actions nouvelles et/ou existantes | 13/10/2017 | 470 | 1/448 | du 13 octobre 2017 au 13 octobre 2018 | 3,28 | 210 760 | 6,18% |
| | | 470 | | | | 210 760 | 6,18% |
| Bons de souscription d'actions | 24/03/2017 | 55 999 | 1 / 1 | du 24 mars 2017 au 24 mars 2022 | 9,75 | 55 999 | 1,72% |
| | 12/06/2017 | 39 092 | 1 / 1 | du 12 juin 2017 au 12 juin 2022 | 8,38 | 39 092 | 1,21% |
| | 18/08/2017 | 25 146 | 1 / 1 | du 18 août 2017 au 18 août 2022 | 5,79 | 25 146 | 0,78% |
| | 13/10/2017 | 133 169 | 1 / 1 | du 13 octobre 2017 au 13 octobre 2022 | 3,28 | 133 169 | 3,99% |
| | | 253 406 | | | | 253 406 | 7,33% |

L'impact de la dilution globale sur la situation de l'actionnaire suite à l'exercice de la totalité des instruments détaillés ci-dessus serait de 12 % :

| Effet de la dilution globale sur le bénéfice par action | Situation de l'actionnaire | Situation de l'actionnaire |
|---|----------------------------|----------------------------|
| Pour 1 € de bénéfice par action | 1,00000 | 0,87681 |

Les attributions de BSA et BSPCE effectuées par le Président sont récapitulées ci-dessous.



BSA

Mise en place de la première tranche d'ODIRNANE le 24 mars 2017, assorties de 55 999 BSA ayant un prix d'exercice de 9,75 €. Cette opération fait suite à l'assemblée générale mixte du 9 juin 2017.

S'ensuit la mise en place de la deuxième tranche d'ODIRNANE le 12 juin 2017, assorties de 39 092 BSA ayant un prix d'exercice de 8,38 € ainsi que la troisième tranche d'ODIRNANE le 18 août 2017, assorties de 25 146 BSA ayant un prix d'exercice de 5,79 €.

Les ODIRNANE de la quatrième tranche sont assorties de 133 169 BSA ayant un prix d'exercice de 3,28 €.

BCE

BCE₂₀₁₁

L'Assemblée Générale Extraordinaire de la société du 20 juin 2011 a autorisé le Président à attribuer un nombre maximum de 1 183 BCE₂₀₁₁

Par décision en date du 20 décembre 2011, le Président a procédé à l'attribution d'un nombre global de 1 094 BCE₂₀₁₁.

Les principales caractéristiques des BCE₂₀₁₁ sont les suivantes :

- Prix d'exercice : 363 €
- Parité d'exercice : l'exercice d'un bon permet de souscrire 100 actions nouvelles
- Période d'exercice : du 20 décembre 2011 au 20 décembre 2016
- Durée de la délégation consentie pour que le Président émette et attribue les bons : 18 mois à compter du 20 juin 2011, soit jusqu'au 20 décembre 2012.

Il est à noter que 638 BCE₂₀₁₁ sont à ce jour caducs en raison (i) du départ de leurs titulaires des effectifs salariés de la société et/ou (ii) de la non réalisation de conditions d'exercice des BCE₂₀₁₁.

Au 31 décembre 2016, il est à noter que 440 BCE₂₀₁₁ (sur les 456 BCE₂₀₁₁ attribués non caducs) ont été exercés au cours du mois de décembre 2016 par les bénéficiaires étant précisé que l'exercice desdits BCE₂₀₁₁ a été constaté lors de la réunion du Conseil d'Administration du 22 décembre 2016.

BCE₂₀₁₄

L'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société du 15 décembre 2014 a autorisé le Président à attribuer un nombre maximum de 60 000 BCE₂₀₁₄

Par décision en date du 29 décembre 2015, le Président a procédé à l'attribution d'un nombre global de 54 000 BCE₂₀₁₄.

Les principales caractéristiques des BCE₂₀₁₄ sont les suivantes :

- Prix d'exercice : 6,41 €
- Parité d'exercice : l'exercice de 1 bon permet de souscrire 1 action nouvelle

Durée de la délégation consentie pour que le Président émette et attribue les bons : 18 mois à compter du 15 décembre 2014, soit jusqu'au 15 juin 2016.

Au 31 décembre 2017, aucun des 54.000 BCE₂₀₁₄ attribués n'a été exercé par les bénéficiaires.

BCE₂₀₁₅

L'Assemblée Générale Extraordinaire de la société du 30 décembre 2015 a autorisé le Président à attribuer un nombre maximum de 165 000 BCE₂₀₁₅.

Par décision en date du 31 décembre 2015, le Président a procédé à l'attribution d'un nombre global de 141 955 BCE₂₀₁₅.

Les principales caractéristiques des BCE₂₀₁₅ sont les suivantes :

- Prix d'exercice : 6,41 €
- Parité d'exercice : l'exercice de 1 bon permet de souscrire 1 action nouvelle

Durée de la délégation consentie pour que le Président émette et attribue les bons : 18 mois à compter du 30 décembre 2015, soit jusqu'au 30 juin 2017.



Au 31 décembre 2017, aucun des 141.955 BCE2015 attribués n'a été exercé par les bénéficiaires.

5.24. Autres fonds propres

| En euros | 31/12/2016 | Augmentation | Remboursement | 31/12/2017 |
|-----------------------------|----------------|--------------|----------------|----------------|
| BPI France | 255 760 | - | 255 760 | - |
| Coface | 140 404 | - | - | 140 404 |
| ADEME | 422 573 | - | - | 422 573 |
| Autres fonds propres | 818 737 | - | 255 760 | 562 977 |

Au 31 décembre 2017, il existe 562 977 € d'avances remboursables dont une avance octroyée par l'ADEME pour 422 573 € et les ODIRNANE à convertir pour 460 600 €.

Les caractéristiques des avances remboursables sont les suivantes :

Avance remboursable contractée auprès de BPI France – Projet « VALENTIN »

- Montant reçu : 255 760 €
- Versement des fonds le 22 avril 2014.
- Prononciation d'un constat d'échec le 08 novembre 2017, avec un abandon de créance de 428 637 euros, le bilan des dépenses et des aides conduit BPI France à effectuer un versement de 212 342 € à Enertime pour solde de tout compte.

Avance remboursable contractée auprès de la Coface

- Montant accordé : 140 404 €
- Zones géographiques couvertes : Afrique du Sud, Allemagne, Burkina Faso, Cambodge, Espagne, Ghana, Grèce, Ile Maurice, Inde, Indonésie, Italie, Kenya, Laos, Malaisie, Maroc, Mauritanie, Pakistan, Pologne, Philippines, République Tchèque, République Dominicaine, Sainte Lucie, Tanzanie, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Vietnam
- Période de Garantie : du 1^{er} décembre 2011 au 30 novembre 2014
- Période d'amortissement : du 1^{er} décembre 2014 au 30 novembre 2018.

Avance remboursable contractée auprès de l'ADEME dans le cadre du programme d'investissement d'avenir (PIA) – Projet « ORCASIL »

- Montant reçu : 422 573 €
- Versement des fonds le 8 mars 2016.

Le montant des ODIRNANE correspond à la valeur des obligations mises en place à la demande de YORKVILLE restant à convertir. Au 31.12.2017, il reste 470 ODIRNANE à convertir, valorisées à 98% du nominal, soit 460 600 €.

5.25. Emprunts et dettes financières

| En euros | 31/12/2016 | Augmentation | Remboursement | 31/12/2017 |
|---------------------------------------|----------------|--------------|------------------|----------------|
| Emprunts bancaires | 557 376 | - | (159 697) | 397 678 |
| Intérêts courus | 805 | 448 | (805) | 448 |
| Dettes financières diverses | 11 000 | - | - | 11 000 |
| Emprunts et dettes financières | 569 181 | 448 | (160 503) | 409 126 |

| En euros | 31/12/2017 | < à 1 an | de 1 à 5 ans | > à 5 ans |
|---------------------------------------|----------------|----------------|----------------|---------------|
| Emprunts bancaires | 397 678 | 161 187 | 236 491 | - |
| Intérêts courus | 448 | 448 | - | - |
| Dettes financières diverses | 11 000 | - | - | 11 000 |
| Emprunts et dettes financières | 409 126 | 161 635 | 236 491 | 11 000 |



Les emprunts auprès des établissements de crédit sont les suivants :

| Établissement de crédit | Montant emprunté | Date versement des fonds | Durée de l'emprunt | Taux annuel | Capital restant du au 31/12/2017 |
|---------------------------|------------------|--------------------------|--------------------|-------------|----------------------------------|
| BPI France | 400 000 | 22/08/2012 | 5 ans | 0,00% | 200 000 |
| OSEO | 75 000 | 28/01/2013 | 8 ans | 1,86% | 48 750 |
| Crédit Agricole | 75 000 | 17/06/2014 | 5 ans | 2,55% | 23 511 |
| Crédit Agricole | 75 000 | 22/12/2014 | 5 ans | 2,55% | 31 151 |
| Crédit Agricole | 75 000 | 03/03/2015 | 5 ans | 1,90% | 34 632 |
| Crédit Agricole | 100 000 | 19/11/2015 | 5 ans | 2,15% | 59 634 |
| Emprunts bancaires | 800 000 | | | | 397 678 |

A noter qu'au 31 décembre 2017, il existe 448 € d'intérêts courus liés aux emprunts ci-dessus.

Le poste dettes financières diverses correspond à une caution reçue pour 11 000 € au titre du dépôt de garantie de la sous-location d'une partie des locaux.

5.26. Fournisseurs et comptes rattachés

| En euros | 31/12/2017 | < à 1 an | de 1 à 5 ans | > à 5 ans |
|--|----------------|----------------|---------------|-----------|
| Dettes fournisseurs | 641 623 | 604 423 | 37 200 | - |
| Factures non parvenues | 158 665 | 158 665 | - | - |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 800 288 | 763 088 | 37 200 | - |

Les dettes fournisseurs s'élèvent à 800 288 € à la clôture, dont 37 200 € correspondent à de la maintenance informatique et ont une échéance supérieure à 1 an.

5.27. Dettes fiscales et sociales

| En euros | 31/12/2017 | < à 1 an | de 1 à 5 ans | > à 5 ans |
|------------------------------------|----------------|----------------|--------------|-----------|
| Dettes fiscales | 262 853 | 262 853 | - | - |
| Dettes sociales | 242 753 | 242 753 | - | - |
| Dettes fiscales et sociales | 505 606 | 505 606 | - | - |

Au 31 décembre 2017, les dettes fiscales sont essentiellement constituées de 228 000 € de TVA collectée.

Les dettes sociales se décomposent principalement comme suit :

Dettes vis-à-vis des organismes sociaux pour 109 991 €

Dettes sur congés à payer pour 112 361 €.

L'échéance des dettes fiscales et sociales est à moins d'un an.

5.28. Autres dettes

| En euros | 31/12/2017 | < à 1 an | de 1 à 5 ans | > à 5 ans |
|----------------------|---------------|---------------|--------------|-----------|
| Autres dettes | 29 157 | 29 157 | - | - |
| Autres dettes | 29 157 | 29 157 | - | - |

L'échéance des autres dettes est à moins d'un an.



5.29. Produits constatés d'avance

| En euros | 31/12/2017 | 31/12/2016 |
|------------------------------------|------------------|----------------|
| Subventions perçues | 317 897 | 216 566 |
| Ventes de biens | 897 253 | 160 470 |
| Produits constatés d'avance | 1 215 150 | 377 036 |

L'échéance des produits constatés d'avance est à moins d'un an.

5.30. Charges à payer

| En euros | 31/12/2017 | 31/12/2016 |
|--|----------------|----------------|
| Intérêts sur emprunts | 448 | 805 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 158 665 | 174 043 |
| Dettes sociales | 112 361 | 128 045 |
| Dettes fiscales | 34 643 | 33 328 |
| Autres | 25 251 | - |
| Total des charges à payer | 331 368 | 336 221 |

L'échéance des charges à payer est à moins d'un an.

5.31. Engagements hors bilan

5.31.1. Engagements financiers

Engagements reçus

La société bénéficie d'une ligne de crédit d'un montant de 200 000 € auprès de la Société Générale jusqu'au 31 décembre 2018.

Engagements donnés

| En euros | Redevances payées | | Redevances restant à payer | | | | Prix d'achat résiduel |
|--------------|-------------------|---------------|----------------------------|---------------|----------|---------------|-----------------------|
| | de l'exercice | cumulées | < 1 an | 1 à 5 ans | > 5 ans | Total à payer | |
| Véhicule | 6 539 | 7 003 | 10 230 | 26 887 | - | 37 118 | 465 |
| Logiciels | 26 778 | 65 824 | 24 131 | - | - | 24 131 | - |
| Total | 33 317 | 72 827 | 34 361 | 26 887 | - | 61 249 | 465 |

5.31.2. Sûretés réelles

Néant.

5.31.3. Engagements en matière de location immobilière

| En euros | Loyers payés | | Loyers restant à payer | | | Total |
|--------------|--------------|---------|------------------------|--------------|---------|-----------|
| | 2017 | Cumul | < 1 an | de 1 à 5 ans | > 5 ans | |
| Siège social | 230 000 | 621 666 | 230 000 | 920 000 | 103 973 | 1 875 639 |

Les engagements de loyer correspondent au bail du siège social d'ENERTIME dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

Bail siège social :

- Bail commercial entre la SCI Latéral et ENERTIME



- Bâtiment à usage industriel, commercial et bureaux
- Adresse : 1 rue moulin des bruyères 92400 COURBEVOIE
- Durée : Du 15 juin 2014 au 15 juin 2023 (9 ans)
- Montant du loyer annuel : 130 000 € hors taxes et hors charges jusqu'au 30 avril 2016 puis 230 000 € hors taxes et hors charges suite à l'avenant d'extension.
- Indexation : L'indice de base sera le dernier indice du coût de la construction connu – publication au Journal Officiel de la République française – à la date d'entrée dans les lieux, soit le 4^{ème} trimestre 2013 (1615).

5.31.4. Engagement de retraite

Le montant de l'engagement de retraite, non provisionné dans les comptes, s'élève à :

- 52 830 €, charges sociales comprises au 31 décembre 2017
- 61 000 €, charges sociales comprises au 31 décembre 2016

5.32. Honoraires de commissariat aux comptes

| En euros | 2017 | 2016 |
|---|---------------|----------------|
| Honoraires facturés au titre de l'audit légal des comptes | 50 000 | 50 000 |
| Honoraires facturés au titre des services autres que la certification des comptes | 20 000 | 172 338 |
| Honoraires du commissaire aux comptes | 70 000 | 222 338 |

5.33. Rémunérations allouées aux membres des organes d'administration et de direction

Les rémunérations versées aux membres des organes d'administration et de direction s'élèvent au titre de leurs fonctions à 176 921 € sur l'exercice 2017.